

Les crédits

lettre dans laquelle nous lui demandions de nous rencontrer jeudi, soit hier, à une heure qui lui conviendrait. Nous attendons toujours sa réponse.

Il s'agit d'une situation urgente. C'est pourquoi nous profitons de cette journée consacrée à l'opposition pour présenter cette motion. Ces compressions jettent le discrédit sur le gouvernement et la désobéissance civique continuera si les choses ne changent pas.

Il ne faut pas oublier non plus que cette mesure ternira la réputation du Canada à l'étranger, car nous nous trouvons ainsi à enfreindre des traités internationaux. Le Canada a signé la convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le gouvernement souscrit également aux stratégies progressives de Nairobi.

Le Canada ne peut déclarer une chose à l'étranger et en soutenir une autre chez lui. Nous parlons de 1,6 million de dollars. C'est un montant négligeable lorsqu'on pense aux fonds supplémentaires que le gouvernement a consacrés à certains projets dans un budget qui est censé réduire le déficit. Les Canadiens ne sont pas dupes.

En réponse aux questions posées sur le comité ayant pour mandat d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes, on a attribué la représentation permanente du Canada aux Nations Unies et le succès remporté dans la lutte contre la discrimination à la vigueur du mouvement féministe canadien et à l'engagement que les dirigeants canadiens ont pris d'assurer des droits égaux aux femmes. Comment la suppression du financement de base des centres pour femmes témoigne-t-elle de l'engagement du gouvernement à cet égard? Il doit y avoir une explication, et je suis prête à l'entendre aujourd'hui.

• (1020)

Les progrès du mouvement de promotion de la femme sont sans cesse minés par les réductions de financement et le refus du gouvernement de rencontrer le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, le plus important groupe de pression au Canada, qui représente plus de 600 organisations de femmes. Non seulement le dernier budget a-t-il réduit de 1,6 million de dollars le financement des centres pour femmes, mais il a également réduit les fonds affectés aux publications féministes. Je crois qu'on cherche ainsi à empêcher les responsables de ces publications de faire un travail efficace et de

faire connaître les questions qui revêtent un intérêt pour les femmes. Avec ces réductions on s'en prend délibérément à l'égalité de la femme. Je rappelle à la Chambre que les femmes reçoivent 1,6 million de moins, tandis que le SCRS jouit de 33 millions de plus.

Cette comparaison est révélatrice du programme du gouvernement, de ses priorités et du peu d'intérêt qu'il porte à la promotion de la femme. L'avenir s'annonce plutôt sombre si le gouvernement ne change pas de cap. J'espère de tout coeur que la ministre responsable de la situation de la femme s'acquittera de ses obligations en recommandant à ses collègues du Cabinet de rétablir, comme je le demande dans ma motion, le financement des centres pour que toutes les Canadiennes, de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, en passant par le Yukon, puissent continuer de faire leur travail comme elles l'ont fait jusqu'ici, c'est-à-dire à peu de frais, mais avec beaucoup d'efficacité et de dévouement.

Mme Pauline Browes (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Madame la Présidente, cela me fait extrêmement plaisir de pouvoir dire aujourd'hui quelques mots au sujet des centres pour femmes en réponse aux observations présentées par la députée de Saanich—les-Îles-du-Golfe.

Il y a une dizaine d'années, j'ai fait partie du premier conseil d'administration du centre pour femmes de Scarborough. Ce centre nous paraissait essentiel pour atteindre et aider les femmes en difficulté. Pour l'établir, nous avions besoin de fonds. Nous avons passé beaucoup de temps à remplir des demandes d'aide financière, à trouver les mots qu'il fallait pour l'obtenir. Mais jamais il n'était venu à l'idée de ce premier conseil que le financement des centres pour femmes devait provenir uniquement du gouvernement fédéral.

Nous avons sollicité à l'époque des fondations et la population en général en organisant des activités pour collecter des fonds, de façon à diversifier nos sources de financement. Je suis heureuse de dire que, grâce à deux extraordinaires habitantes de Scarborough, M^{mes} Nina Willcocks et Linda Davis, qui ont su atteindre ce but, les divers ordres de gouvernement ne participent plus que très peu au financement des services qui assurent la justice sociale et l'égalité économique aux femmes de Scarborough.